



Arrêt

**n° 72 196 du 20 décembre 2011
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 12 septembre 2011 par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 12 août 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 27 octobre 2011 convoquant les parties à l'audience du 24 novembre 2011.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me B. ZRIKEM, avocat, et C. AMELOOT, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes d'origine ethnique bamiléké et de nationalité camerounaise, originaire de Dschang. A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.

Dès votre adolescence, vous prenez progressivement conscience de votre attirance pour les hommes. Cependant, sur décision de vos parents, vous vous mariez à [L.C.] en mars 1996. Fin 2001, lorsque vous découvrez que votre épouse vous trompe avec votre meilleur ami, vous profitez de cette occasion pour mettre fin à votre relation avec votre épouse.

Aux alentours de juin 2002, vous faites la connaissance de [S.N.] dans un bar de Deido. Environ un mois et demi plus tard, vous débutez une relation amoureuse avec celui-ci. En décembre 2005, lorsque vous apprenez que sur pression de sa famille, [S.N.] va se marier, votre relation prend fin.

Fin 2005/début 2006, vous faites la rencontre de [J.G.] avec qui vous entretenez une relation jusqu'à votre départ du Cameroun.

Dans la soirée du 11 février 2011, un voisin vous surprend alors que vous êtes plein ébats avec [J.G.]. Immédiatement, ce voisin commence à crier, rameutant une partie de votre voisinage à l'entrée de votre domicile. Tandis que [J.G.] parvient à prendre la fuite par la porte arrière de votre domicile, vous êtes appréhendé par les autorités et placé en détention à la gendarmerie de Bepanda jusqu'au 14 février 2011, date à laquelle vous êtes transféré au commissariat du 9ème arrondissement.

Le 20 février 2011, avec l'aide d'un de ses collègues, [J.G.] parvient à monnayer votre libération moyennant corruption d'un agent de police du commissariat du 9ème arrondissement. Immédiatement, vous vous rendez chez un de vos cousins habitant [B.], chez qui vous résidez jusqu'à votre départ du Cameroun.

Le 9 avril 2011, vous vous rendez à l'aéroport de Douala d'où vous embarquez à bord d'un vol à destination de la Belgique où vous arrivez le lendemain. Le 11 avril 2011, vous introduisez une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

D'emblée, le Commissariat général constate que vous ne produisez aucun élément de preuve susceptible d'attester l'ensemble des persécutions dont vous déclarez avoir été l'objet à titre personnel au Cameroun et de lui permettre de conclure à la réalité des faits que vous invoquez à l'appui de votre requête. Or, rappelons que « le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p. 51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique » (CCE, Arrêt n°16317 du 25 septembre 2008 dans l'affaire 26.401/I).

Dans de telles circonstances, en l'absence du moindre élément objectif probant, l'évaluation de la crédibilité de votre récit d'asile repose uniquement sur l'appréciation des déclarations que vous avez livrées lors de votre audition. Le Commissariat général est donc en droit d'attendre de celles-ci qu'elles soient précises, circonstanciées, cohérentes et plausibles. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. En effet, différents éléments ne permettent pas de considérer votre demande comme fondée.

Premièrement, le Commissariat général constate que différentes invraisemblances substantielles ressortent de l'analyse de vos propos, entamant sérieusement la crédibilité de ceux-ci. Ainsi, vous déclarez que fin 2001, après avoir découvert que votre épouse vous trompait avec votre meilleur ami, vous avez mis fin à votre relation avec celle-ci. Ensuite, vers juin 2002, vous expliquez avoir fait la connaissance de [S.N.] dans un bar de Douala, précisant que vous lui avez fait part de votre déception suite à votre séparation avec votre femme. Cependant, vous lui avez également expliqué que l'infidélité de votre femme était un prétexte pour vous séparer d'elle et assumer votre homosexualité (audition, p. 5 et 6). D'une part, le Commissariat général estime qu'il n'est pas cohérent que tout en expliquant à [S.N.]

que votre séparation avec votre femme vous a fait éprouver un sentiment de déception, vous lui précisiez que l'infidélité de votre femme était un prétexte pour vous séparer d'elle et assumer votre homosexualité. D'autre part, compte tenu du contexte homophobe prévalant au Cameroun et, dès lors que vous ne saviez rien de l'orientation sexuelle de [S.N.] à cet instant, le Commissariat général considère qu'il n'est absolument pas crédible que vous ayez pris le risque de lui révéler votre homosexualité si soudainement.

A l'appui de votre demande, vous expliquez également qu'un mois et demi après avoir fait la rencontre de [S.N.], premier homme avec qui vous exposez avoir entretenu une relation durable, celui-ci vous a invité en boîte de nuit. A cette occasion, vous lui avez demandé pourquoi il ne dansait pas avec les femmes. [S.N.] vous a alors répondu que « ce n'était pas avec les filles qu'il aimait être », ajoutant « qu'il n'avait pas trop d'attirance pour les filles ». De ce fait, vous avez déduit que [S.N.] était homosexuel et avez commencé à le toucher à l'intérieur même de la boîte de nuit dans laquelle vous vous trouviez. Bien que vous affirmiez que vous vous trouviez dans un endroit sombre de la boîte de nuit à cet instant, compte tenu du contexte homophobe prévalant au Cameroun, le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible que vous ayez pris le risque de vous livrer à des attouchements sur [S.N.] dans un lieu public au péril de votre liberté, voire de votre vie (audition, p. 5 et 6).

Deuxièmement, le Commissariat général constate que vous tenez des propos imprécis et contradictoires ne permettant pas de considérer le fondement de votre demande comme établi. Ainsi, invité à préciser quand vous avez fait la rencontre de [J.G.], à savoir le deuxième homme avec qui vous déclarez avoir entretenu une relation durable, vous expliquez dans un premier temps l'avoir rencontré cinq ou six mois après avoir rompu avec [J.G.], avec qui vous avancez avoir rompu en décembre 2005. Ensuite, convié à préciser quand votre relation avec [J.G.] a débuté, vous déclarez que huit mois après avoir fait sa rencontre, vous avez découvert l'homosexualité de [J.G.], précisant que trois semaines plus tard, vous avez débuté votre relation avec lui. Cependant, vous affirmez ensuite avoir débuté votre relation avec [J.G.] en mars 2006, précisant que la première fois que vous avez rencontré [J.G.], vous étiez encore en couple avec [S.N.]. Dès lors que vous n'avez entretenu que deux relations homosexuelles au cours de votre existence et que vous affirmez avoir entretenu une relation pendant près de cinq ans avec [J.G.], le Commissariat général estime que ces déclarations imprécises et contradictoires concernant le début de votre relation avec celui-ci ne permettent pas de la considérer comme établie (audition, p. 6 et 15).

Troisièmement, le Commissariat général constate que vous êtes dans l'incapacité de relater la moindre anecdote susceptible de refléter l'étroitesse et la durée des relations que vous déclarez avoir entretenues avec [S.N.] et [J.G.]. En effet, interrogé sur ce point, vous vous limitez à déclarer que lorsque vous voyiez [J.G.], vous causiez de beaucoup de choses, précisant qu'il vous demandait ce qui vous plaisait de manger, qu'il était bon, généreux et gentil. Vous ajoutez que si vous étiez encore ensemble dans le futur, [J.G.] vous avait promis de vous emmener dans son pays d'origine. Ensuite, invité à préciser si [J.G.] avait des habitudes, vous répondez par l'affirmative. Cependant, vous illustrant sur ce point, vous vous contentez d'expliquer qu'il aimait que vous soyez à côté de lui chaque soir. Dans le même ordre d'idées, concernant [S.N.], vous affirmez que celui-ci était un peu trop capricieux. Cependant, vous illustrant sur ce point, vous vous limitez à déclarer que parfois, lorsque vous étiez ensemble, il aimait se fâcher, que vous lui touchiez le dos et que vous lui demandiez des excuses. Ensuite, mentionnant des souvenirs que vous avez de la relation vous ayant unie à [S.N.], vous expliquez qu'il avait aussi peur que vous, que lorsque vous vous trouviez ensemble chez lui, vous vous amusiez bien, précisant qu'un jour, vous êtes allés à la plage de Limbe ensemble. Enfin, convié à relater une dispute vous ayant opposée à [S.N.], vous expliquez que la plus grosse dispute que vous avez eue a eu lieu lorsqu'il est venu vous faire part de son mariage. Cependant, invité à exposer une autre dispute de la sorte, vous êtes dans l'incapacité d'en relater une avec précision, vous limitant à déclarer que vous vous disputiez parfois sur votre lieu de travail (audition, p. 11, 12 et 13). Le Commissariat général estime que les déclarations que vous livrez sur ces points reflètent davantage un récit désincarné que l'évocation de faits vécus. Or, compte tenu de la longueur des relations que vous déclarez avoir entretenues avec ces deux individus, le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible que vous ne puissiez relater aucune anecdote susceptible de refléter l'étroitesse des relations vous ayant unies à ceux-ci.

Pris dans leur ensemble, le Commissariat général estime que les différents constats dressés supra constituent un faisceau d'éléments convergents empêchant de tenir pour établies les relations que vous déclarez avoir entretenues avec [J.G.] et [S.N.]. En outre, le Commissariat général estime que ceux-ci ne permettent pas de considérer votre orientation sexuelle comme établie.

Quatrièmement, le Commissariat général estime que les circonstances dans lesquelles vous affirmez avoir été appréhendé par les autorités ne sont également pas crédibles. Ainsi, vous déclarez que dans la soirée du 11 février 2011, un voisin vous a surpris alors que vous étiez en plein ébats avec [J.G.], à savoir le deuxième homme avec qui vous avez entretenu une relation suivie. Rapidement, les insultes proférées à votre rencontre par cet individu ont rameuté nombre de voisins qui, à leur tour, ont commencé à vous insulter. Vous ajoutez que une heure plus tard, vous avez été appréhendé par les autorités et placé en détention, précisant que parallèlement à ces événements, [J.G.] est parvenu à prendre la fuite par la porte arrière de votre domicile. Le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible qu'à l'inverse de [J.G.], vous ayez pris le risque de rester sur place après avoir été surpris en flagrant délit avec [J.G.]. Vous expliquant sur ce point, vous déclarez que vous ne saviez pas par où prendre la fuite. Cependant, cette explication n'emporte aucunement la conviction du Commissariat général. En effet, rien ne vous empêchait de suivre [J.G.] dans sa fuite lors de ces événements. Confronté à ce constat, vous expliquez que votre voisin étant en état d'ébriété lorsqu'il vous a surpris, vous pensiez que vous pourriez convaincre l'ensemble des personnes qui vous insultaient que vous étiez faussement accusé d'homosexualité (audition, p. 9). Cependant, une fois encore, compte tenu du contexte homophobe prévalant au Cameroun, le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible que vous ayez pris le risque de rester sur place plutôt que de prendre la fuite lors de ces événements.

Les faits à l'origine de la détention dont vous déclarez avoir été victime ne pouvant être considérés comme établis, le Commissariat général estime que la détention en découlant ne peut l'être également ; d'autant que parallèlement, différentes imprécisions ressortent des déclarations que vous livrez concernant les circonstances dans lesquelles vous affirmez avoir retrouvé votre liberté. En effet, interrogé à ce propos, vous expliquez que lorsqu'un de vos codétenus a retrouvé sa liberté, vous lui avez transmis le numéro de téléphone de [J.G.] afin que celui-ci vous aide à retrouver votre liberté. [J.G.] vous a alors envoyé un de ses collègues pour vérifier si vous vous trouviez bien au commissariat du 9ème arrondissement. Ensuite, un policier vous a aidé à fuir votre lieu de détention. Cependant, interrogé à propos du codétenu, du collègue de [J.G.] et du policier étant intervenus afin d'obtenir votre libération, vous êtes dans l'incapacité de mentionner l'identité précise d'une seule de ces trois personnes (audition, p. 9, 10 et 11). Dès lors que sans l'intervention de ces différents individus, vous n'auriez pas pu retrouver votre liberté, le Commissariat général estime qu'il n'est pas crédible que vous ne soyez pas précisément informé ce point. Plus encore, le Commissariat général estime que ces différentes imprécisions ne permettent pas de considérer les conditions dans lesquelles vous avez retrouvé votre liberté comme crédibles et/ou établies.

Cinquièmement, l'analyse de votre dossier administratif révèle que vous vous êtes adressé à la Direction générale des impôts (Ministère des finances) afin de vous faire délivrer un titre de patente en bonne et due forme en date du 3 février 2010, à savoir une dizaine de jours après avoir pu monnayer votre liberté. Or, le Commissariat général estime que le fait de s'adresser à l'administration camerounaise afin de vous faire délivrer un tel document témoigne d'une attitude incompatible avec l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Quant aux documents que vous déposez à l'appui de votre demande d'asile, ceux-ci ne s'avèrent pas en mesure de remettre en cause les différents constats dressés ci-dessus.

Votre carte d'identité se limite à confirmer votre identité, laquelle n'est pas remise en cause par le Commissariat général.

Concernant le témoignage de [W.M.], relevons que celui-ci a été rédigé par votre cousin. Partant, ce document revêt un caractère strictement privé et n'offre aucune garantie quant aux circonstances dans lesquelles il a été rédigé ou quant à sa sincérité, ce qui limite sensiblement le crédit qui peut lui être accordé. Par ailleurs, le Commissariat général constate que ce document n'est accompagné d'aucune pièce d'identité permettant d'identifier formellement son auteur. En outre, ajoutons que ce témoignage n'évoque pas d'une manière circonstanciée les faits de persécutions que vous déclarez avoir vécus au Cameroun. De plus, vous ne démontrez aucunement que l'auteur de ce document a une qualité particulière ou exerce une fonction susceptible d'apporter un poids supplémentaire à ses déclarations. Enfin, vous ne produisez aucun élément objectif en mesure d'attester la véracité du contenu de ce témoignage. Pour toutes ces raisons, la force probante de ce document se révèle trop limitée pour rétablir la crédibilité jugée défaillante de votre récit.

S'agissant du témoignage de [S.N.] (accompagné d'une photocopie de sa pièce d'identité), à savoir le premier homme avec qui vous déclarez avoir entretenu une relation suivie, le Commissariat général estime que le contenu particulièrement peu circonstancié de ce document ne permet pas de rétablir la crédibilité de vos déclarations mise à mal par les différents constats dressés supra.

Les deux titres de patente que vous produisez portent sur les activités commerciales que vous avez menées au Cameroun mais n'attestent en rien la réalité des faits de persécution que vous invoquez à l'appui de votre demande.

A propos des différentes photographies que vous produisez, celles-ci ne prouvent aucunement votre orientation sexuelle où la réalité des relations que vous déclarez avoir entretenues avec des hommes lorsque vous résidiez au Cameroun.

Quant aux différents documents vous ayant été délivrés par l'association Rainbowhouse, si ceux-ci décrivent les activités menées par cette association et indiquent que vous avez participé à différentes activités organisées par celle-ci, une fois encore, ces documents ne prouvent en rien le bien-fondé de votre requête.

En conclusion de l'ensemble de ce qui a été relevé supra, je constate que vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, alinéa 2 de la Convention de Genève.

De même, vous n'êtes également pas parvenu à rendre crédible l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire. Dès lors, il n'y a pas lieu de vous octroyer ni le statut de réfugié, ni celui de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués

Devant le Conseil, la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits exposés dans la décision attaquée.

3. La requête

La partie requérante prend « un moyen relatif à l'octroi du statut de réfugié » de la violation des articles 39/2, §1^{er}, alinéa 2, 2°, 48/4, 52 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe de bonne administration et du principe selon lequel toute décision repose sur des motifs légitimes et légalement admissibles et de l'article 3 de la Convention européenne de Sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La partie requérante prend également un moyen « relatif à l'octroi du statut de protection subsidiaire » de la violation de l'article 1, A, 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 concernant le statut des réfugiés et des articles 52 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En conséquence, elle demande, à titre principal, la réformation de la décision attaquée et la reconnaissance de la qualité de réfugié ou l'octroi du statut de protection subsidiaire et à titre subsidiaire, l'annulation de la décision attaquée pour instructions complémentaires.

4. Nouveaux documents

4.1. La partie requérante verse au dossier de la procédure, outre des pièces précédemment produites devant la partie défenderesse et déjà rencontrées dans la décision attaquée, un dossier sur la situation des homosexuels au Cameroun, comprenant les articles de presse suivants : « Des hommes placés en détention pour « homosexualité » du 15 août 2011, « Mœurs : Nouvelles arrestations pour homosexualité au Cameroun » du 27 août 2011, « un homosexuel camerounais demande l'asile en Grande Bretagne » du 12 juillet 2010, « Homosexualité : les pédés sont parmi nous », du 21 juillet 2004, « il y a beaucoup d'homosexuels dans la Jet set camerounaise », « Cameroun : trois journaux publient une liste d'homosexuels présumés », et un certificat médical établi le 30 août 2011 auquel est joint une attestation médicale.

4.2. Lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil « l'article 39/76, § 1er, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel élément dans une phase antérieure de la procédure. » (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

4.3. En l'espèce, le Conseil considère que ces documents produits par la partie requérante satisfont aux conditions prévues par l'article 39/76, § 1er, alinéa 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il est interprété par la Cour constitutionnelle dès lors qu'ils viennent étayer la critique de la décision attaquée.

5. L'examen du recours

5.1. Dans sa décision, la partie défenderesse rejette la demande d'asile de la partie requérante en raison de l'absence de crédibilité de son récit et du caractère non pertinent ou non probant des pièces déposées à l'appui de la demande. La partie défenderesse estime qu'un faisceau d'éléments convergents empêchent de tenir pour établies les relations que la partie requérante déclare avoir entretenues, son orientation sexuelle et les problèmes qu'elle aurait rencontrés vis-à-vis de ses autorités.

5.2. Dans sa requête, la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les éléments de la demande et se livre à une critique des divers motifs de la décision entreprise.

5.3. La partie requérante développe son argumentation sous l'angle de l'application de l'article 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Elle ne développe aucun argument spécifique sous l'angle de cette dernière disposition, à l'exception du reproche quant à l'absence d'analyse du dossier du requérant sous l'angle de la protection subsidiaire. Le Conseil en conclut qu'elle fonde sa demande sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié et que son argumentation au regard de la protection subsidiaire se confond avec celle qu'elle développe au regard de l'article 48/3

de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil examine donc les deux questions conjointement.

5.4. Il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties porte essentiellement sur la crédibilité des craintes invoquées et l'absence de documents probants pour les étayer.

5.4.1. En l'espèce, le Conseil constate que les motifs de l'acte attaqué se vérifient à la lecture du dossier administratif à l'exception du motif relatif au titre de patente délivré après la libération du requérant. Le Conseil constate le requérant a versé au dossier administratif deux patentes, l'une datant du 3 février 2010 et l'autre du 3 mars 2011 et qu'il allègue avoir été arrêté le 11 février 2011 et libéré le 20 février 2011. A l'instar de la partie requérante, le Conseil estime donc, que le 3 février 2010, le requérant n'avait aucune raison de craindre ses autorités. Dès lors, le motif qui reproche à la partie requérante d'avoir obtenu un titre de patente « une dizaine de jours après avoir pu monnayer [sa] liberté » n'est pas fondé, ce que la partie défenderesse a reconnu à l'audience.

5.4.2. Néanmoins, le Conseil n'estime pas pour autant que le récit de la partie requérante soit crédible. En effet, les autres contradictions, invraisemblances et imprécisions relevées par la partie défenderesse se vérifient à l'examen du dossier administratif et ne sont pas valablement contestées en termes de requête.

Ainsi, il ressort de l'analyse des propos de la partie requérante que des invraisemblances substantielles entament sérieusement la crédibilité de ses propos au sujet de la révélation de son homosexualité à son premier partenaire et de leur comportement en public. De plus, le récit de la partie requérante relatif à sa rencontre avec son second partenaire est imprécis et contradictoire concernant le début de leur relation et manque de toute vraisemblance reflétant l'étroitesse et la durée de leur relation. En outre, le Conseil relève, qu'au vu du comportement invraisemblable de la partie requérante lors de sa fuite et de ses déclarations imprécises quant aux circonstances dans lesquelles elle affirme avoir retrouvé sa liberté, elle reste en défaut d'établir la réalité de son arrestation et de sa détention.

L'inconsistance des dépositions de la partie requérante sur les points centraux de son récit, tels que ses relations avec ses compagnons, son orientation sexuelle et les circonstances de son arrestation et de sa libération, interdit de croire qu'elle a réellement vécu les faits invoqués. L'ensemble de ces motifs constituent un faisceau d'éléments convergents, lesquels, pris ensemble, sont déterminants, portent sur des éléments essentiels du récit et empêchent de tenir pour établis les faits invoqués par la partie requérante et le bien-fondé de sa crainte ou du risque réel de subir des atteintes graves.

5.5. En terme de requête, la partie requérante ne formule aucune critique pertinente et ne dissipe nullement la confusion et le caractère imprécis de ses déclarations. La requête introductive d'instance ne permet pas de rétablir la crédibilité du récit produit sur les points litigieux, à l'exception du motif relatif à la patente, et ne développe aucun moyen sérieux susceptible d'établir la réalité des faits invoqués, ni a fortiori, le bien fondé des craintes. Le Conseil rappelle que la question pertinente n'est pas, comme semble le penser la partie requérante, de décider si le requérant devait ou non avoir connaissance de tel ou tel fait ou d'évaluer si il peut valablement avancer des excuses à son ignorance ou à sa passivité, mais bien d'apprécier si il parvient à donner à son récit, par le biais des informations qu'il communique, une consistance et une cohérence telle que ses

déclarations suffisent à emporter la conviction de la réalité des événements sur lesquels il fonde sa demande. Or, force est de constater, en l'espèce, au vu des pièces du dossier, que la décision attaquée a pu légitimement constater que tel n'est pas le cas.

En ce que la partie requérante joint à sa requête un certificat médical circonstancié ainsi qu'une attestation médicale, le Conseil rejoint la partie défenderesse, qui relève dans sa note d'observation, qu'il ne ressort aucunement de ces documents que le requérant soit inapte à défendre de manière autonome sa demande d'asile et qu'ils n'établissent en aucun cas que le requérant n'est pas à même d'exposer ses craintes de manière cohérente, précise et crédible. Le Conseil relève à ce propos que, si après une réponse hésitante et hors sujet lors de l'audition du requérant (voir rapport d'audition du 13 juillet 2011, p.7), l'agent interrogateur a interrompu celle-ci pendant dix minutes, il ne ressort néanmoins pas de l'ensemble de l'audition que le requérant a eu des difficultés à s'exprimer ou à se souvenir de certains éléments de son récit. Ces documents font état de problèmes psychologiques dans le chef du requérant, sans pour autant en déterminer de manière claire la nature, ni encore moins leur cause ou l'existence d'un éventuel lien de causalité entre ces problèmes et les événements ayant amené le requérant à quitter son pays. Ils ne suffisent donc pas à restaurer la crédibilité des déclarations du requérant. Au vu de ce qui précède, il apparaît qu'il n'est pas établi qu'il existe un lien de causalité entre les faits de persécution invoqués par le requérant et les documents médicaux produits.

En ce qui concerne les articles de presse joints à la requête, le Conseil rappelle que la simple invocation de rapports faisant état, de manière générale, de violations des droits de l'homme dans un pays, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays encourt un risque d'être soumis à des persécutions ou à des atteintes graves. Il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement des raisons de craindre d'être persécuté au regard des informations disponibles sur son pays, *quod non*.

En ce que la partie requérante allègue une violation de l'article 3 de la CEDH, le Conseil rappelle pour autant que de besoin, que le champ d'application de cette disposition est similaire à celui de l'article 1er, section A, §2 de la Convention de Genève et identique à celui de l'article 48/4, §2, b) de la loi. Sous réserve de l'application des articles 55/2 et 55/4 de la loi, une éventuelle violation de l'article 3 de la CEDH est donc examinée dans le cadre de l'évaluation qui est faite par les instances d'asile du bien-fondé de la demande d'asile. Cette partie du moyen n'appelle en conséquence pas de développement séparé.

5.6. Enfin, en ce que la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à un examen de la demande sous l'angle de la protection subsidiaire, et de ne pas avoir examiné en profondeur la situation existant au Cameroun, le Conseil rappelle qu'il dispose d'une compétence juridictionnelle de plein contentieux, en sorte qu'il est amené à se prononcer sur l'affaire en tenant compte de l'ensemble des déclarations faites par la partie requérante aux différents stades de la procédure et indépendamment des décisions prises antérieurement par l'instance inférieure. Dans un tel contexte, le Conseil ne peut que constater qu'en ce que la partie requérante fonde sa demande de protection subsidiaire sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié et dans la mesure où les faits invoqués à l'appui de sa demande d'asile ne sont pas jugés crédibles, la partie requérante n'établit pas l'existence, dans son chef, d'un risque réel d'encourir, sur la base de ces mêmes faits, des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980. En ce que la requête vise l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, qui concerne « les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit

5.7. En conclusion, il apparaît donc que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Les constatations faites supra rendent inutile un examen plus approfondi des arguments développés dans le moyen de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Mme N. RENIERS, Président F.F., Juge au contentieux des étrangers,
Mme A. LECLERCQ, Greffier assumé.

Le président,

N. RENIERS.